

Regards croisés franco-allemands sur la situation économique et sociale en France et en Allemagne et sur l'état de la relation entre ces deux pays

Sondage Harris Interactive pour La Fondation Genshagen et l'Institut Montaigne

Enquête réalisée en ligne du 3 au 13 octobre 2014 :

- En France : échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée d'au moins 18 ans.
- En Allemagne : échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population allemande âgée d'au moins 18 ans.
- Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

Chaque année, la Fondation Genshagen et l'Institut Montaigne réunissent une centaine de représentants et de décideurs des milieux politiques, économiques, diplomatiques, scientifiques, culturels et des médias venant de France, d'Allemagne et d'autres pays européens. **Le Forum de Genshagen** est l'occasion de débattre d'un enjeu décisif pour l'avenir de la construction européenne et de la place de la France et de l'Allemagne au cœur de l'Union. La cinquième édition du Forum de Genshagen sera dédiée aux **défis que rencontre aujourd'hui l'Europe, au sortir d'une crise financière et économique sans précédent.**

Dans la perspective de cet événement, Harris Interactive a interrogé **deux échantillons représentatifs de Français et d'Allemands afin de connaître leur perception des relations franco-allemandes et leur rapport à la situation économique nationale et européenne ainsi que les solutions qu'ils préconisent et souhaiteraient voir appliquées.** Cette enquête 2014 a donc pour premier objectif de mesurer les évolutions de la perception qu'ont les Français et les Allemands de la relation entre leurs deux pays, dans la continuité des enquêtes déjà menées en 2011¹, 2012² et 2013³. Au-delà de ces premières mesures barométriques, il s'agit de comprendre l'impact de

¹ Enquête menée dans le cadre du *Forum de Genshagen* en 2011 intitulée « [Les migrations et l'intégration en France, en Allemagne et en Europe](#) »

² Enquête menée dans le cadre du *Forum de Genshagen* en 2012 intitulée « [Regards croisés sur les politiques énergétiques en France, en Allemagne et en Europe, et sur les relations franco-allemandes](#) »

³ Enquête menée dans le cadre du *Forum de Genshagen* en 2013 intitulée « [L'Union européenne et la Méditerranée : quelles attentes réciproques, quelles perspectives communes ?](#) »

la conjoncture économique actuelle sur la vie des personnes interrogées et d'identifier les pistes de réformes attendues pour à la fois améliorer le contexte économique et permettre une meilleure intégration des jeunes sur le marché du travail.

Quelle vision les Français et les Allemands ont-ils de leur vie et quelles sont leurs attentes dans un contexte de crise ? Quel regard portent-ils sur les réformes envisagées pour renouer avec la croissance économique ? Les populations française et allemande voient-elles dans l'aménagement des contrats de travail, dans la réforme de l'apprentissage ou dans l'expatriation, des solutions viables pour combattre le chômage des jeunes ?

Quels sont les principaux enseignements de cette enquête ?

Sur la relation franco-allemande :

- 91 % des Français interrogés identifient spontanément **l'Allemagne comme le partenaire principal** de leur pays au sein de l'Union européenne, contre 78 % d'Allemands qui citent **la France** (93 % des Français et 81 % des Allemands en 2013).
- La qualité de la relation franco-allemande n'est **pas considérée comme excellente**. Sur une échelle de 10, les Français interrogés lui donnent 5,9 et les Allemands interrogés lui attribuent 6,6. **Son rôle de « moteur de l'Europe » n'est en revanche pas remis en cause** : 7,6/10 pour les Français et 8/10 pour les Allemands.
- **La part de la population qui souhaite un renforcement des pouvoirs de l'UE** (26 % des Français et 20 % des Allemands interrogés), très minoritaire, **a reculé depuis 2012** : -6 points en France et -14 points en Allemagne.

Sur la situation économique et sociale dans les deux pays :

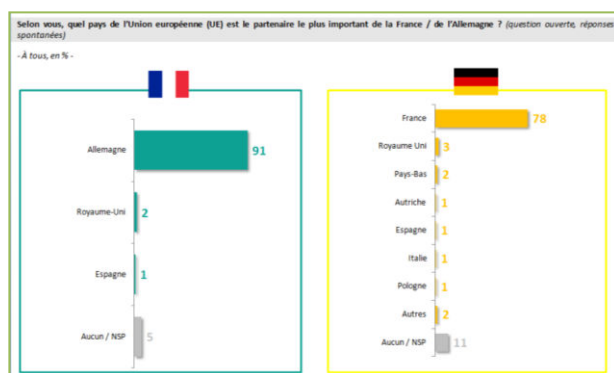
- Une majorité de **Français** déclare vivre **une dégradation continue des différents aspects de leur vie quotidienne**, alors que **les Allemands portent un regard moins négatif sur leur situation**.
- Pour renouer avec une situation de croissance économique, Français et Allemands considèrent qu'une combinaison des politiques de rigueur et de relance est efficace.
- Face au problème du chômage des jeunes, **une large majorité de Français et d'Allemands rejette la proposition de créer un contrat spécifique**, plus précaire (70 % des Français interrogés sont opposés à cette idée et 72 % en Allemagne). Ils se disent **plutôt favorables à la promotion des filières professionnalisantes** (respectivement 82 % et 73 %), à **l'élargissement du champ de recherche d'un emploi au-delà des frontières nationales** (54 % dans les deux pays) et à **la mise en place d'une politique européenne commune de l'apprentissage** (48 % de Français favorables, contre 54 % d'Allemands).

Dans le détail :

Partie 1 - Evolution du regard des Français et des Allemands sur les relations franco-allemandes : un lien fort confronté à l'émergence d'une défiance eurosceptique

Le couple franco-allemand : bien identifié et bien perçu mais présentant quelques signes de fragilité

Au sein d'une Union européenne comprenant désormais vingt-huit membres, la France et l'Allemagne apparaissent comme deux Etats ayant un statut à part. Leur prédominance de fait a abouti au fil des décennies à l'émergence de ce couple considéré comme le « moteur de l'Europe ». Ce tandem est encore aujourd'hui perçu comme incontournable : **91 % des Français citent l'Allemagne comme partenaire principal de leur pays, alors que 78 % des Allemands évoquent la France.** Depuis la mise en place du baromètre en 2011, cette perception s'est renforcée, progressant de 6 points pour les Allemands et de 13 points pour les Français interrogés. Notons cependant en 2014 le premier recul enregistré en trois ans : - 2 points en France et -3 points en Allemagne.



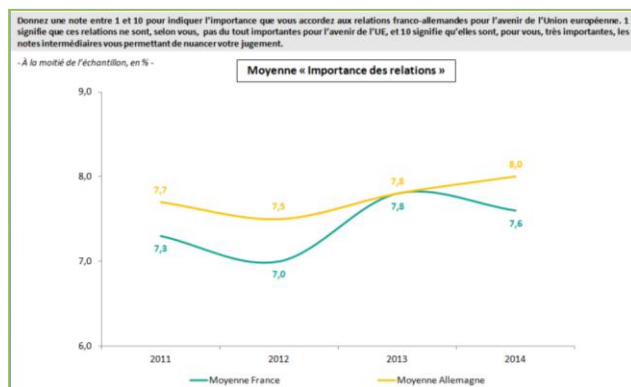
Qualitativement, **cette relation franco-allemande reste moins bien perçue par les Français que par les Allemands.** Les premiers lui attribuent une note moyenne de 5,9/10 et les seconds 6,6/10. Sans qu'elles ne constituent des scores très élevés, ces notes restent supérieures à la moyenne. Néanmoins, **les évaluations les plus positives (notes de 8 à 10) sont attribuées par deux catégories de population différentes selon le pays :** en France, les notations les plus élevées s'avèrent être celles exprimées par les sondés titulaires d'un diplôme Bac +2 et se prononçant en faveur d'une Union européenne ayant plus de pouvoirs (23 %, contre 15 % parmi l'ensemble des Français) alors qu'en Allemagne ce sont davantage les personnes interrogées les moins diplômées (39 % parmi les Allemands peu ou pas diplômés, contre 26 % dans l'ensemble de la population) et celles issues du milieu ouvrier (37 %) qui ont une perception positive de cette relation.

En cohérence avec la légère inflexion de l'identification de l'Allemagne ou de la France comme partenaire principal de son propre pays, la comparaison de la note moyenne représentant l'état des relations entre ces deux pays en 2014 par rapport à l'année précédente révèle une stagnation (en France), voire un recul (-0,4 point en Allemagne).

Un attachement fort à la relation franco-allemande, au cœur d'une Europe que l'on souhaite de moins en moins intégrée

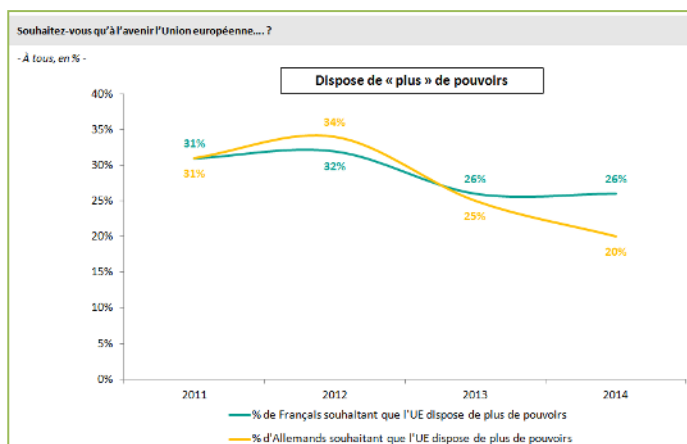
Le rôle de « moteur de l'Europe » que joue ce tandem est apprécié par une grande partie des Allemands et des Français interrogés. **Pour qualifier l'importance de ces deux**

Etats au sein de la dynamique communautaire, les citoyens de ces deux pays n'hésitent pas à avoir recours à des notes élevées (8/10 en Allemagne et 7,6/10 en France). Traditionnellement attachés à la construction européenne, les Allemands et les Français les plus âgés jugent particulièrement importante la relation franco-allemande au sein de l'Union (ils sont respectivement 77% et 71 % à donner une note au moins égale à 8 sur 10, contre respectivement 64 % et 55 % parmi l'ensemble de leurs concitoyens).



Cependant, **les Français et les Allemands se montrent très divisés sur le degré d'intégration de l'UE qu'ils souhaiteraient voir émerger demain** : 39 % des Français et 50 % des Allemands interrogés souhaiteraient aller

vers une Europe moins intégrée qu'aujourd'hui, respectivement 35 % et 29 % se disent satisfaits du statu quo, et seuls 26 % des Français et 20 % des Allemands interrogés indiquent espérer que l'on se dirige vers une Europe plus fédérale. **La volonté d'intégration renforcée s'est effritée depuis 2012** (- 14 points en Allemagne et - 6 points en France), en nette rupture avec la progression constatée avant cette date. Le recul du soutien au projet fédéraliste s'accompagne



de la montée d'un euroscepticisme désormais tout juste majoritaire en Allemagne, où il est revendiqué par un citoyen sur deux (50 %) et est en hausse depuis 2011 (+18 points), tout comme en France dans des proportions toutefois moins importantes (39 %, +15 points).

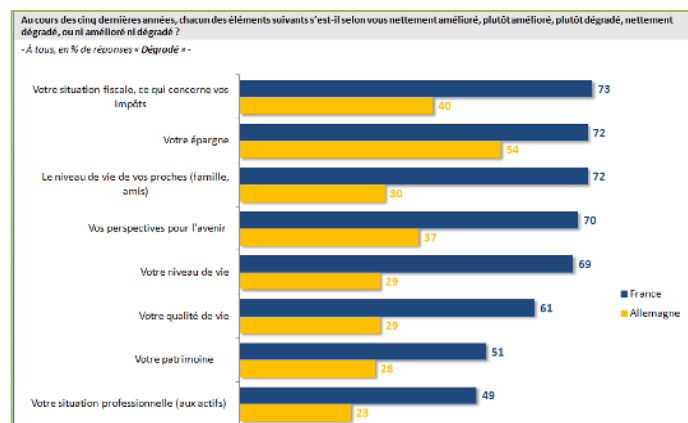
Partie 2 - Perceptions des solutions possibles en matière de croissance économique : des politiques de rigueur et de relance attendues face à une situation en forte dégradation aux yeux des Français

Longtemps considérée comme le bon élève européen par sa puissance économique et sa maîtrise du déficit public, l'Allemagne connaît depuis 2012 un ralentissement de sa croissance, tandis que les indicateurs pour la France peinent à montrer le chemin de la reprise.

Un sentiment de dégradation générale davantage ressenti par les Français que par les Allemands

Interrogés sur leur perception de l'évolution des différents aspects de leur vie, **les Français se distinguent des Allemands par le regard négatif qu'affiche une majorité d'entre eux sur chacun des items testés**, considérant qu'ils se sont dégradés au cours des cinq dernières années. A l'inverse, **outre-Rhin, seule leur épargne se serait dégradée, d'après une majorité d'Allemands** (54 %, et 72 % en France), tandis que les jugements négatifs sont plutôt faibles sur les autres éléments.

Dans le détail, un quart des Français interrogés considère que **sa situation professionnelle** s'est améliorée et la moitié observe une dégradation, contre respectivement 44 % et 23 % des Allemands. De même, **l'amélioration de la qualité de vie** est perçue par 17 % des Français et 43 % des Allemands interrogés, alors que celle de sa **situation patrimoniale** l'est par 16 % des Français et 38 % des Allemands. En ce qui concerne **le niveau de vie**



individuel, une amélioration est mentionnée par 14 % des Français contre près de quatre Allemands sur dix (39%), soit des proportions proches de celles soulignant **l'amélioration du niveau de vie de leurs proches** (respectivement 9 % et 39 %). Enfin, moins d'un tiers des Allemands considère que **leurs perspectives pour l'avenir** s'améliorent (33 %) et que **sa situation fiscale** est meilleure (19 %), chiffres qui restent de loin supérieurs à ceux relatifs aux Français (respectivement 11 % et 6 %). Dans les deux pays, les cadres font partie des catégories qui ressentent le plus une amélioration dans ces différentes dimensions, bien que ce plus grand optimisme reste minoritaire, y compris parmi ces catégories plus privilégiées.

La combinaison des politiques de rigueur et de relance perçue comme efficace pour relancer la croissance

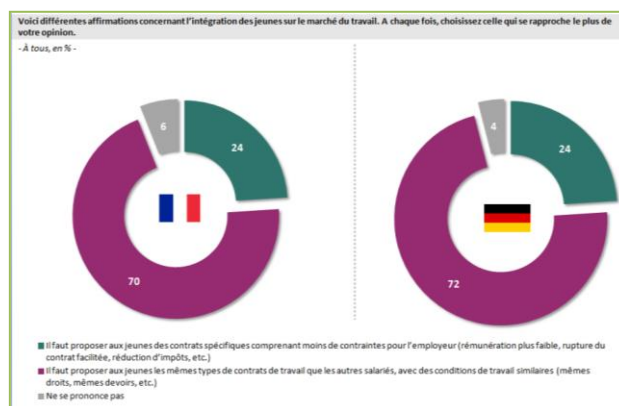
Interrogés sur les mesures qu'ils trouvent les plus efficaces pour améliorer la croissance économique de leur pays, les Français interrogés attendent avant tout **une réduction des dépenses de l'Etat** (88 %, dont 60 % qui jugent cette réforme très efficace), contre 65 % des Allemands. Ces derniers s'accordent plutôt pour affirmer l'efficacité de **la réduction d'impôts des ménages** (80 %), également jugée efficace par 76 % des Français. **Les personnes interrogées jugent ainsi plus efficace de réduire l'imposition des individus que celle des entreprises** (de 6 points en France et de 28 points en Allemagne). Près de sept personnes interrogées sur dix (72 % des Français et 69 % des Allemands) prônent **une politique de relance passant par l'augmentation des salaires les plus faibles**, mesure particulièrement approuvée par les sympathisants de gauche. Notons enfin que pour 57 % des Français et pour 45 % des Allemands interrogés, **un ministre du Budget à l'échelle de l'UE** pourrait relancer la croissance continentale. Par ailleurs, un quart seulement d'entre eux (25 % des Français et 23 % des Allemands) jugent qu'il serait efficace pour leur pays de sortir de la zone euro.

Partie 3 - Perceptions différenciées des solutions proposées pour une meilleure intégration des jeunes sur le marché du travail : rejet de l'ostracisme et volonté de réformes en profondeur

L'accès au marché du travail demeure la préoccupation principale au sein de la société, notamment pour les jeunes, de fait moins expérimentés que leurs aînés et éprouvant de plus grandes difficultés à trouver un emploi. Selon les chiffres de l'OCDE⁴, le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans atteindrait respectivement 23,9 % et 7,9 % en France et en Allemagne en 2013⁵, contre respectivement 9,9 % et 5,3 % pour l'ensemble de la population.

Le rejet clair d'un statut particulier de jeune travailleur(se) face à l'espoir d'une redéfinition des priorités de l'enseignement public

Une large majorité de Français (70 %) et d'Allemands (72 %) interrogés exprime son **désaccord avec l'idée de créer pour les jeunes des contrats de travail spécifiques, plus flexibles et moins contraignants**. Cette opposition est d'autant plus forte qu'elle est portée par les destinataires du dispositif, à savoir les jeunes (76 % parmi les Français âgés de 18 à 34 ans et 80 % parmi les Allemands âgés de 18 à 29 ans interrogés) et les plus précaires (79 % parmi les Français ayant des revenus inférieurs à 1000 euros par mois et 91 % parmi les chômeurs allemands).



Les Français et les Allemands interrogés dans cette enquête prônent davantage les formations professionnalisantes (respectivement 82 % et 73 %) plutôt que la poursuite d'études généralistes

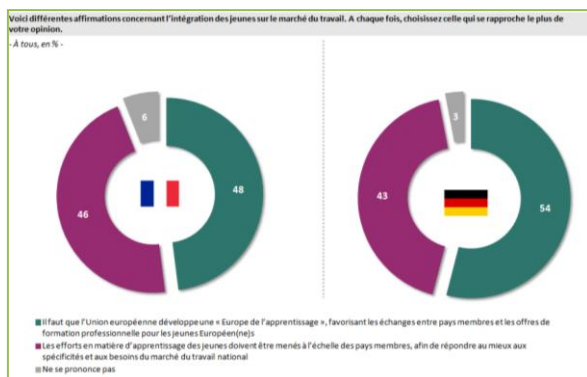
⁴ Source : OCDE, Données sur le marché du travail par sexe et âge – indicateurs, <http://stats.oecd.org>

⁵ Le taux de chômage des jeunes Allemands apparaît nettement inférieur au taux français. Il convient de noter toutefois le faible taux de fécondité allemand chronique qui risque de créer un déséquilibre démographique structurel outre-Rhin et d'avoir ainsi un impact significatif sur le marché du travail.

(respectivement 12 % et 24 %), perçues comme n'apportant plus les garanties nécessaires pour trouver un emploi. Si les Français les plus âgés se déclarent particulièrement favorables à ce type de formations (91 % des personnes âgées de plus de 65 ans), leurs jeunes compatriotes affichent un soutien moins franc mais néanmoins majoritaire (68 % parmi les personnes âgées de 18 à 24 ans).

Plus de la moitié des Français et des Allemands interrogés pensent que les jeunes ne doivent pas restreindre leurs recherches d'emploi à leur pays

Au-delà d'une évolution du système d'apprentissage, plus de la moitié des Français et des Allemands interrogés (54 %) se disent **ouverts à l'idée d'expatriation si celle-ci permet aux jeunes de trouver du travail plus facilement**, contre 40 % des Français et 43 % des Allemands privilégiant la recherche dans leur pays. Néanmoins, cette ouverture par-delà les frontières ne touche que certaines catégories de personnes interrogées, notamment les plus diplômées (60 % des Français ayant un diplôme supérieur à Bac+2) et les catégories socioprofessionnelles supérieures (66 % en France). A l'inverse, l'exemple français souligne l'éloignement des catégories les plus fragiles (45 % des ouvriers, 47 % des personnes ayant un diplôme inférieur au Bac) de ce marché internationalisé.



Les Français et les Allemands sont partagés quant au fait de développer une politique d'apprentissage à l'échelle de chacun des pays ou à l'échelle européenne

Dans le détail, le projet d'« Europe de l'apprentissage » s'avère soutenu de manière significative par les jeunes Français (56 % des personnes âgées de 18 à 24 ans).

Notons que 68 % des chômeurs allemands s'y disent opposés (contre 43 % dans l'ensemble de la population) tout comme 52 % des Français ayant un diplôme inférieur au Bac (contre 46 % de l'ensemble de leurs concitoyens).

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom des clients – l'Institut Montaigne et la Fondation Genshagen, – le nom de l'institut – Harris Interactive –, la taille de l'échantillon.

A propos de la Fondation Genshagen

La Fondation Genshagen est une fondation de droit civil reconnue d'intérêt général et à but non lucratif, financée par le Land de Brandebourg et le Délégué du gouvernement fédéral à la Culture et aux Médias. Elle est une plateforme d'échanges entre les acteurs des mondes politique, économique, scientifique et culturel. Son objectif est de promouvoir avant tout le dialogue entre l'Allemagne et la France, mais également avec la Pologne, pour faire vivre le « Triangle de Weimar » au sein de la société civile. Ses activités se structurent autour de deux domaines, le « Dialogue artistique et culturel en Europe » et le « Dialogue européen ».

A propos de l'Institut Montaigne

Association à but non lucratif, l'Institut Montaigne est un laboratoire d'idées créé en 2000. Il élabore des propositions concrètes autour de quatre axes de politiques publiques : action publique, cohésion sociale, compétitivité et finances publiques. Adressés aux pouvoirs publics, ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche ouverte sur les comparaisons internationales, rigoureuse et critique. L'Institut Montaigne réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons très divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 2 % d'un budget annuel de 3 millions d'euros. À travers ses publications et les événements qu'il organise, l'Institut Montaigne, think tank pionnier en France, souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive France est un acteur historique du marché des études.

Dirigé par ses fondateurs Nathalie Perrio-Combeaux et Patrick Van Bloeme, l'institut propose des approches innovantes, qualitatives et quantitatives, en France comme à l'international.

Animé par l'énergie de la passion, porté par l'innovation et convaincu que le marché est en pleine mutation, Harris Interactive accompagne ses clients face à leurs nouveaux challenges et repense avec eux le métier des études.

Depuis juillet 2014, Harris Interactive Europe (regroupant Harris Interactive France, Allemagne et UK) a rejoint ITWP (société mère de Toluna) permettant ainsi à ce groupe international d'étendre sa présence dans la filière études.

Contact Harris Interactive en France:

Laurence Lavernhe – 39 rue Crozatier – 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy – Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr